

Appel

Le 25 août 2020, Bahey Eddine Hassan, éminent défenseur des droits de l'Homme égyptien et directeur du *Cairo Institute for Human Rights Studies* (CIHRS) était condamné par contumace à une peine de quinze ans de prison par une cour spécialisée dans les affaires de terrorisme. Ce jugement s'ajoute au gel de ses avoirs bancaires, à la fermeture du Centre et à une condamnation par contumace le 19 septembre 2019 à 3 ans et 20 000 livres d'amende pour outrages à la justice. Régulièrement, Bahey Eddine Hassan fait l'objet de campagnes de diffamation et de menaces de mort de la part de journaux et de chaînes de télévision proches des autorités. Depuis maintenant plusieurs années, le Centre a dû cesser ses activités en Egypte et les poursuivre à l'extérieur du pays.

Depuis des années, et pour certains d'entre nous depuis des décennies, nous avons suivi le combat pacifique de Bahey pour les droits de l'Homme en Egypte et dans les autres pays de la région et admiré son engagement total pour la justice, le respect des droits fondamentaux, l'égalité hommes-femmes et la fraternité entre les peuples.

A toutes nos rencontres avec lui, scientifiques ou militantes, nous avons pu constater son sens du dialogue, sa capacité d'écoute et sa disponibilité pour l'échange.

Nous lui réitérons par cet appel notre amitié, notre admiration et notre solidarité.

Nous nous joignons à toutes les voix qui demandent la fin de l'oppression, de la torture, des procès iniques et de la répression de toute voix dissidente.

Liberté pour le peuple égyptien.

Signataires (*les affiliations organisationnelles sont indiquées à des fins d'identification uniquement*) par ordre alphabétique :

1. Mohamed Ali Ababou, vice-président du Collectif démocratie et libertés, Maroc
2. Houcine Abbassi, ancien secrétaire général de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), Prix Nobel de la paix 2015, Tunisie
3. Ghassan Abdallah, directeur général de l'Organisation palestinienne pour les droits de l'Homme (PHRO), Liban
4. Hela Abdeljaoued, ancienne présidente de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD), Tunisie
5. Karim Abdel Salam, président de l'Organisation pour la justice et la réhabilitation, Tunisie
6. Ziad Abdel Samad, directeur exécutif du Réseau des ONG arabes pour le développement (ANND), Liban
7. Emmanuel Saffa Abdulai, directeur exécutif de Society for Democratic Initiatives, Sierra Leone
8. Fadel Abdul Ghany, directeur exécutif du Réseau syrien pour les droits de l'Homme (SNHR), Syrie
9. Rinsola Abiola, défenseur de la jeunesse et de la démocratie, Nigeria
10. Dr. Noha Aboueldahab, collaboratrice à Brookings Institution, Égypte-Canada
11. Kamal Abuznad, Président, Belady Organization for Human Rights, Libye
12. Nicolas Agostini, représentant auprès des Nations unies de DefendDefenders (Projet sur les défenseurs des droits de l'Homme dans l'Est et la Corne de l'Afrique), France-Suisse-Ouganda
13. Najwa Ali Ahammadi, avocate, Organisation libyenne d'assistance juridique, Libye

14. Ayad Ahram, président de l'Association de défense des droits de l'Homme au Maroc (ASDHOM), France
15. Abdessamad Ait Aicha, défenseur des droits humains, journaliste, Maroc-France
16. Dr. Maria Al Abdeh, directrice de Women Now for Development, Syrie-France
17. Assaad Al Achi, directeur exécutif de Baytna, Syrie
18. Bassam Alahmad, co-fondateur et directeur exécutif de Syrians for Truth and Justice (STJ), France-Syrie
19. Wadih Al-Asmar, président d'EuroMed Droits, Liban
20. Anwar al Bunni, avocat, Centre syrien d'études et de recherches juridiques (SCLSR), Syrie-Allemagne
21. Dr. Rasmus Alenius Boserup, directeur exécutif d'EuroMed Droits, Danemark
22. Abdulrasheed Alfaqih, directeur exécutif de Mwatana for Human Rights, Yémen
23. Mohammed Al-Ghattas, défenseur des droits de l'Homme, Maroc
24. Abdulrazaq Alkali, directeur exécutif, Organisation pour l'engagement civique communautaire (OCCEN), Nigeria
25. Dr. Tayseer al Kareem, médecin et chercheur, Centre urnammu pour les droits de l'Homme, Syrie
26. Dr. Isam al Khafaji, écrivain et chercheur en sciences sociales, Irak-Pays-Bas
27. Tewfik Allal, président d'Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA), France-Algérie
28. Radhya Almutawakel, présidente de Mwatana for Human Rights, Yémen
29. Fadi Al-Qadi, analyste en droits de l'Homme, écrivain, Jordanie
30. Dah Salama Al-Rahmouni, membre de l'Association sahraouie des victimes des graves violations des droits de l'Homme commises par l'État marocain (ASVDH), Maroc
31. Mustapha Kamel Al-Sayyid, professeur de sciences politiques, Université du Caire, Égypte
32. Maimon Al-Sheikh, Programme pour les minorités et les groupes marginalisés, Belady Organization for Human Rights, Libye
33. Issandr Amrani, directeur régional du programme MENA, Open Society Foundations, Maroc-États-Unis
34. Andrew Anderson, directeur exécutif de Front Line Defenders, Irlande
35. Damian Arabia, Argentine
36. Lu Argueta, coordinatrice des affaires institutionnelles, Réseau latino-américain de la jeunesse pour la démocratie, El Salvador
37. Mohammad Ashrafuzzaman, représentant principal auprès des Nations unies, Asian Legal Resource Centre (ALRC), Hong Kong
38. Essia Atrous, rédactrice en chef du quotidien *Essabah*, Tunisie
39. Emad Attiya, directeur exécutif de l'organisation Youth for Tawergha, Libye
40. Fateh Azzam, membre de la Commission palestinienne indépendante pour les droits de l'Homme, Palestine
41. Jalila Baccar, actrice, Tunisie
42. Isaiás Barrenada, professeur à l'université Complutense de Madrid, Espagne
43. Sergio Bassoli, coordinateur du département international, CGIL, Italie
44. Goma Devi Bastola, présidente, Réseau des femmes rurales du Népal (RUWON), Népal
45. Kristine Beckerle, directrice juridique, responsabilité et réparation, Mwatana for Human Rights, Liban-États-Unis
46. Bochra Belhadj Hamida, ancienne députée, présidente de la Commission des libertés individuelles et de l'égalité (COLIBE), Tunisie
47. Souhayr Belhassen, présidente d'honneur de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), Tunisie

48. El Habib Belkouch, président du Centre d'études en droits humains et démocratie (CEDHD), Maroc
49. Driss Belmahi, universitaire, Maroc
50. Sana Ben Achour, professeure, juriste, présidente de l'association Beity, Tunisie
51. Saïd Benarbia, directeur du programme MENA, Commission internationale des juristes (CIJ), Maroc-Suisse
52. Madjid Benchikh, professeur émérite de l'Université de Cergy-Pontoise (Paris-Val d'Oise), ancien doyen de la Faculté de droit d'Alger, ancien président de la section algérienne d'Amnesty international, France-Algérie
53. Nourredine Benissad, président de la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH), Algérie
54. Dr. Mustapha Benjaafar, ancien président de l'Assemblée nationale constituante (2011-2014), Tunisie
55. Naima Benwakrim, militante des droits des femmes, Maroc
56. Antoine Bernard, avocat, expert indépendant sur les droits de l'Homme et la justice internationale, France
57. Sophie Bessis, écrivaine, journaliste, Tunisie
58. Joseph Bikanda, coordinateur, AfricanDefenders (Réseau panafricain des défenseurs des droits de l'Homme), Ouganda
59. Ladan Boroumand, Iran
60. Taoufik Bouderbala, président du Conseil supérieur des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, Tunisie
61. Rédouane Boudjema, professeur, Université d'Alger, Algérie
62. Saskia Brechenmacher, collaboratrice, Carnegie Endowment for International Peace, États-Unis
63. Julie Broome, directrice, Ariadne, Royaume-Uni
64. Susanna Camusso, responsable du département international, CGIL, Italie
65. Scott Carpenter, membre du conseil d'administration, National Endowment for Democracy, États-Unis
66. Ateki S. Caxton, ancien président du Mouvement africain pour la démocratie, Cameroun
67. Leïla Chafaai, écrivaine, défenseuse des droits humains, Maroc
68. Abdelkader Chaoui, écrivain, Maroc
69. Khémais Chammari, ancien ambassadeur de Tunisie auprès de l'UNESCO, ancien député, lauréat du prix des droits de l'Homme de Nuremberg, Tunisie
70. Nejib Chebbi, ancien ministre du développement régional et local, ancien président du Parti démocrate progressiste (PDP), Tunisie
71. Mouhieddine Cherbib, président du Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT), France-Tunisie
72. Khadija Cherif, ancienne présidente de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD), ancienne secrétaire générale de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), Tunisie
73. Alya Cherif Chammari, avocate, militante féministe, Tunisie
74. Gastón Chillier, directeur de la zone internationale, Centre d'études juridiques et sociales, Argentine
75. Kaddour Chouicha, président du Syndicat des enseignants universitaires, Algérie
76. Paola Daher, Centre pour les droits reproductifs, Liban
77. Mazen Darwish, directeur général, Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression (SCM), Syrie-France
78. Yahia Djafri, secrétaire général de NECFA échanges culturels franco-algériens, France-Algérie

79. Cholpon Djakupova, directeur de la clinique juridique *Adilet*, République kirghize
80. Ali Ait Djoudi, président de Riposte internationale, France
81. Ivan Djuric, Initiative de la jeunesse pour les droits de l'Homme, Serbie
82. Micaela Hierro Dori, présidente, Culture démocratique, Argentine
83. Michelle Dunne, directrice et chargée de recherche, Carnegie Endowment for International Peace, États-Unis
84. Nassera Dutour, présidente du Collectif des familles de disparu(e)s en Algérie (CFDA) et de la Fédération euro-méditerranéenne contre les disparitions forcées (FEMED), Algérie-France
85. Khaled Elbalshy, journaliste, Égypte
86. Salma El Hosseiny, responsable du Conseil des droits de l'Homme, Service international pour les droits de l'Homme (ISHR), Égypte
87. Driss El Yazami, journaliste, Maroc
88. Mohamed Essebar, avocat, Maroc
89. Houria Esslami, ancienne présidente du Groupe de travail des Nations unies pour les disparitions forcées ou involontaires (GTDFI), Maroc
90. Sanna Eriksson, Centre for Applied Human Rights, Université de York, Royaume-Uni
91. Khalil Ezzaouia, militant des droits de l'Homme, ancien ministre des affaires sociales, Tunisie
92. Khaled Fahmy, professeur, Université de Cambridge, Royaume-Uni
93. Intissar Fakir, collaboratrice et rédacteur, Carnegie Endowment for International Peace, États-Unis
94. Jeffrey Feltman, ancien sous-secrétaire général des Nations unies pour les affaires politiques et ancien sous-secrétaire d'État américain pour les affaires du Proche-Orient, États-Unis
95. Frej Fenniche, ancien fonctionnaire du Haut-commissariat des droits de l'Homme des Nations unies, Tunisie
96. Niccolò A. Figà-Talamanca, secrétaire général, No Peace Without Justice, Bosnie-Herzégovine
97. Jean-Pierre Filiu, professeur, Sciences Po (Paris), France
98. Ezzedine C. Fishere, écrivain, Égypte
99. Hannah Forster, directrice exécutive du Centre africain d'études sur la démocratie et les droits de l'Homme (ACDHRS), Gambie
100. Yosra Frawes, présidente de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD), Tunisie
101. Saida Garrach, militante féministe, ancienne porte-parole de la présidence de la République, Tunisie
102. Carl Gershman, président du National Endowment for Democracy (NED), États-Unis
103. Burhan Ghalioun, académicien, écrivain, France-Syrie
104. Andrew Gilmour, ancien sous-secrétaire général des Nations unies, Royaume-Uni
105. Eric Goldstein, directeur adjoint sur la région MENA, Human Rights Watch, États-Unis
106. Terry Greenblatt, conseillère principale, Ploughshares Fund, États-Unis
107. Alain Gresh, journaliste, France
108. Abdellatif Hamamouchi, journaliste, membre du bureau de l'Association marocaine des droits de l'Homme (AMDH), Maroc
109. Sune Haugbølle, professeur (MSO), Université de Roskilde, Danemark
110. Abderrahmane Hedhili, président du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES), Tunisie
111. Ahmad Helmi, Taafi, Turquie
112. Brigitte Herremans, chercheuse, Université de Gand, Belgique
113. Steven Heydemann, Chaire Ketcham d'études sur le Moyen-Orient, Smith College, États-Unis
114. Joost R. Hiltermann, Belgique

115. Dr. Amy Austin Holmes, Woodrow Wilson International Center for Scholars, et ancienne professeure associée à l'Université américaine du Caire, États-Unis
116. Mahmoud Hussein, écrivain, France-Egypte
117. Cynthia Ibale, avocate spécialisée dans les droits de l'Homme, Ouganda
118. Khalid Ibrahim, directeur exécutif du Gulf Centre for Human Rights (GCHR), Irak-Liban
119. Marion Isvi, directrice exécutive, Réseau Euromed France (REF), France
120. Samson Itodo, YIAGA Afrique, Nigeria
121. Shawan Jabarin, directeur général, Alhaq, Palestine
122. Fadhel Jaibi, directeur du théâtre national, Tunisie
123. Abderrahim Jamaï, ancien bâtonnier, coordinateur de la coalition marocaine contre la peine de mort, Maroc
124. Bidal James, coordinateur du réseau des défenseurs des droits de l'Homme du Sud Soudan, Sud Soudan
125. Mohamed Sghir Janjar, directeur de la revue Prologues, Maroc
126. Adil Jazouli, sociologue, France-Maroc
127. Kamel Jendoubi, militant des droits de l'Homme, ancien ministre en charge des relations avec les organes constitutionnels, de la société civile et des droits de l'Homme, Tunisie-France
128. Ryota Jonan, directeur, Mouvement mondial pour la démocratie, États-Unis
129. Salma Kahale, directrice exécutive, Dawlaty, Syrie
130. Ahmed Karaoud, ancien président d'Amnesty International, Tunisie
131. Hisham Kassem, ancien président de l'Organisation égyptienne pour les droits de l'Homme, Égypte
132. Kristina Kausch, analyste politique senior, Allemagne
133. Salam Kawakibi, politologue, France-Syrie
134. Kalthoum Kennou, juge, commissaire de la Commission internationale des juristes (CIJ), Tunisie
135. Rachid Khechana, journaliste, Tunisie
136. Abdelmoumene Khelil, secrétaire général de la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH), Algérie
137. Rami Khouri, journaliste, analyste, Palestine
138. Eberhard Kienle, directeur de recherche, Centre national de recherche scientifique (CNRS), France
139. Michel Kilo, écrivain, Syrie
140. Morten Kjaerum, ancien directeur de l'Agence des droits fondamentaux de l'UE, Danemark
141. Bassma Kodmani, chercheuse, universitaire, militante, Syrie-France
142. Mousa Issa Hassan Kori, Programme d'éducation et de sensibilisation, Organisation Aman contre la discrimination, Libye
143. Hatem Kotrane, professeur émérite, Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis, ancien membre et vice-président du Comité des droits de l'enfant des Nations unies, Tunisie
144. Aziz Krichen, ancien ministre conseiller du Président de la République, Tunisie
145. Ricardo Morales Kuhn, président du Réseau latino-américain de la jeunesse pour la démocratie, Mexique
146. Abdellatif Laâbi, écrivain, Maroc
147. Youssef Laaraj, chercheur et acteur associatif, Maroc
148. Kamel Labidi, président de l'association Vigilance, Tunisie
149. Kamal Lahbib, président de l'Observatoire marocain des libertés publiques, Maroc
150. Latifa Lakhthar, ancienne ministre des affaires culturelles, Tunisie
151. Tarik Khalil Lamloum, directeur, Belady Organization for Human Rights, Libye

152. Boubekeur Largou, président de l'Organisation marocaine des droits humains (OMDH), Maroc
153. Amina Lemrini, universitaire, Maroc
154. Philip Luther, directeur de la recherche et de la sensibilisation pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Amnesty International, Royaume-Uni
155. Philip Lynch, directeur, Service international pour les droits de l'Homme (ISHR), Suisse
156. Me Fadhel Mahfoudh, ancien ministre des droits de l'Homme, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, Prix Nobel de la paix 2015, Tunisie
157. Lisa Majumdar, responsable du plaidoyer, CIVICUS, Suisse
158. Rachid Malaoui, président du Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP) et de la Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie (CGATA), Algérie
159. Ian Martin, ancien secrétaire général d'Amnesty International, Royaume-Uni
160. Gustave Massiah, Réseau Initiatives pour un autre monde (IPAM), France
161. Elisa Massimino, Robert F. Drinan, S.J., Chaire des droits de l'Homme, Centre juridique de l'université de Georgetown, États-Unis
162. Jonathan Maza, secrétaire exécutif, Réseau de la jeunesse latino-américaine pour la démocratie, Mexique
163. Jaouad Mdidech, écrivain, Maroc
164. Hanny Megally, collaborateur principal, Centre on International Cooperation, New York University, Égypte-États-Unis
165. Tuomo Melasua, professeur émérite, Finlande
166. Juan Mendez, ancien rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, Argentine
167. Christine M. Merkel, responsable du département de la culture et de la communication (mémoire du monde), Commission allemande pour l'UNESCO, Allemagne
168. Alice Mogwe, présidente de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), Botswana
169. Shadi Mokhtari, professeur assistant, American University, États-Unis
170. Maâti Monjib, historien et président de l'association Liberté Maintenant, Maroc
171. Andrea Villamil Mosquera, président national, Asociación de la Escuela de Liderazgo (ASOBEL), Équateur
172. Me Abdelsattar Moussa, ancien président de la Ligue tunisienne de défense des droits de l'Homme (LTDH), ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, Prix Nobel de la paix 2015, Tunisie
173. Driss Moussaoui, médecin psychiatre, Maroc
174. Jamel Msallem, président de la Ligue tunisienne de défense des droits de l'Homme (LTDH), Tunisie
175. Rabéa Naciri, professeure, Maroc
176. Alice Nah, maître de conférences, département des politiques, Université de York, Royaume-Uni
177. Jamal Eddine Naji, universitaire, Maroc-Canada
178. Habib Nassar, avocat, directeur des politiques et de la recherche, Impunity Watch, Liban-Pays-Bas
179. Cilina Nasser, chercheuse MENA, Liban-Royaume-Uni
180. Mohamed Neshesh, ancien président de l'Organisation marocaine des droits humains (OMDH), Maroc
181. Maximilienne C. Ngo Mbe, directrice exécutive du Réseau de défenseurs des droits humains de l'Afrique centrale (REDHAC), Cameroun
182. Dr Lutz Oette, directrice, Centre for Human Rights Law, SOAS, Université de Londres, Royaume-Uni
183. Nicholas Opiyo, fondateur et directeur exécutif, Chapter Four Uganda, Ouganda

184. Adolfo Cortezao Oquero, Réseau des jeunes d'Amérique latine pour la démocratie, Pérou
185. Marina Ottaway, Etats-Unis
186. Fatsah Ouguerouz, juge, commissaire de la Commission internationale des juristes (CIJ), Algérie
187. Ahmed Ounaies, ambassadeur de Tunisie, ancien ministre des affaires étrangères, Tunisie
188. Michelle Pace, professeure d'études mondiales, Université de Roskilde, Danemark
189. Khamis John Peter, membre, Generation Democracy, Sud Soudan
190. Margaret Picken, Royaume-Uni
191. Emma Playfair, Royaume-Uni
192. Vincent Ploton, directeur du développement et de la défense des droits auprès des organes de traités, Service international pour les droits de l'Homme (ISHR), Suisse
193. John Marcelo Ozuna Polanco, étudiant en droit, République dominicaine
194. Makoi Popioco, membre du Mouvement mondial pour la démocratie, Philippines
195. Oscar Cáceres Quispe, fondateur, Todos Organizados Todo lo Podemos (TOTP), Pérou
196. Hajar Raissouni, journaliste, Maroc
197. Jose Ramos-Horta, ancien président du Timor Leste et Prix Nobel de la paix, Timor Leste
198. Stephen Rapp, ancien ambassadeur itinérant des États-Unis pour les crimes de guerre, États-Unis
199. Mychelle Rieu, directrice du secrétariat, Sous-commission des droits de l'Homme, Parlement européen, Belgique
200. Mervat Rishmawi, consultante en droits de l'Homme, Palestine-Royaume-Uni
201. Gina Romero, directrice exécutive de Redlad, Colombie
202. Ken Roth, directeur exécutif de Human Rights Watch, États-Unis
203. Malik Salemkour, président de la Ligue française des droits de l'Homme, France
204. Saïd Salhi, vice-président de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme (LADDH), Algérie
205. Mounir Satouri, député européen, rapporteur permanent du Parlement européen sur l'Égypte, France
206. Nour-eddine Saoudi, écrivain et activiste associatif, Maroc
207. Elham Saudi, avocate spécialisée dans les droits de l'Homme, Libye-Royaume-Uni
208. Wael Sawah, directeur exécutif, Pro-Justice, Syrie-États-Unis
209. Jamila Sayouri, présidente de l'association Adala, Maroc
210. Dr. Marc Schade Poulsen, chercheur invité, Université de Roskilde, Danemark
211. Abdelhak Serhane, écrivain, professeur émérite, Université de Louisiane, Maroc
212. Mohammed Serifi, militant pour la liberté, Maroc
213. Elahé Sharifpour Hicks, directrice de Partners For Rights, Iran
214. Hassan Shire, directeur exécutif, DefendDefenders, Ouganda
215. Mélanie N.D. Sonhaye-Kombate, directrice des programmes et du plaidoyer, Réseau ouest africain des défenseurs des droits humains (ROADDH/WAHRDN), Togo
216. Yasmin Sooka, avocate spécialisée dans les droits de l'Homme, Afrique du Sud
217. Dr. Robert Springborg, professeur d'affaires de sécurité nationale (retraité), Naval Postgraduate School, États-Unis
218. Joe Stork, directeur adjoint sur la région MENA, Human Rights Watch, États-Unis
219. Soo Suh, responsable de programmes, Asia Democracy Network, Corée du Sud
220. Ted Swedenburg, professeur d'anthropologie, Université de l'Arkansas, États-Unis
221. Mutasem Syoufi, directeur exécutif, The Day After, Turquie
222. Wilder Tayler, président de l'Institution nationale des droits de l'Homme et du bureau du médiateur, Uruguay
223. Anthony Tirado Chase, professeur, diplomatie et affaires mondiales, Occidental College, États-Unis

224. Mandeep Tiwana, responsable des programmes, CIVICUS, Inde-Suisse
225. Imraja'a Tokka, Programme d'éducation et de sensibilisation, Organisation Aman contre la discrimination, Libye
226. Mohamed Tozy, professeur des universités, Maroc
227. Mokhtar Trifi, ancien président de la Ligue tunisienne de défense des droits de l'Homme (LTDH), vice-président de l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT), Tunisie
228. Bassem Trifi, vice-président de la Ligue tunisienne de défense des droits de l'Homme (LTDH), Tunisie
229. Arnold Tsunga, conseiller stratégique et technique, Southern Africa Human Rights Defenders Network (SAHRDN), Zimbabwe
230. Me Michel Tubiana, président d'honneur de la Ligue française des droits de l'Homme, France
231. Aurora Espina Vergara, présidente, Tlawanáh - Femmes qui transforment, Mexique
232. Risham Waseem, Hurford Youth Fellow, Mouvement mondial pour la démocratie, Pakistan
233. Lynn Welchman, professeure de droit, SOAS, Université de Londres, Royaume-Uni
234. Lukudu William, directeur fondateur, Empowerkids, Sud Soudan
235. Tamara Cofman Wittes, ancienne sous-secrétaire d'État adjointe au Département d'État des États-Unis, États-Unis
236. Taoufik Yacoub, professeur universitaire, Tunisie
237. Hedi Yahmed, journaliste et écrivain, Tunisie
238. Edmund Yakani, directeur de l'organisation Community Empowerment for Progress, Sud Soudan
239. Svitlana Zalishchuk, ancienne conseillère en politique étrangère du Premier ministre ukrainien, membre du Parlement ukrainien 2014-2019, Ukraine
240. Yevgeniy Zhovtis, Bureau international pour les droits de l'Homme et l'État de droit du Kazakhstan, Kazakhstan
241. Radwan Ziadeh, collaborateur principal, Middle East Arab Center, États-Unis

Clôturé le lundi 7 septembre 2020.